

Conseil exécutif de l'ACEP

Compte rendu de la réunion spéciale du 12 décembre 2007 Bureau national de l'ACEP Salle de conférence 17 h 45

Présences : J. Aggrey (président), J-R. Benoit, C. Card, G. Dussault, M. Holyk, M. Korol, C. Lakaski, R. McVicar, L. Perrin, A. Picotte, S. Spak, S. Spano (retard), C. Therrien, M. Zinck, C. Danik J. Ouellette, D. Martin.

Absences justifiées : A. Sipos.

La réunion a été convoquée pour examiner deux avis juridiques. Un des avis porte sur la question du règlement 5.3, à la demande de L. Perrin, et l'autre, sur la question de la réduction du salaire du président, obtenue par C. Danik.

J. Aggrey ouvre la réunion à 17 h 45. Il déclare ensuite qu'il s'absenterait de la réunion afin d'éviter toute perception de conflit d'intérêts. Il quitte alors la réunion.

C. Danik mentionne alors qu'il faut désigner un président.

L. Perrin accepte de présider la réunion. Il y a consentement unanime.

L. Perrin demande qu'un ordre du jour soit établi, car des points additionnels sont présentés, afin de procéder de façon ordonnée.

Adoption de l'ordre du jour

Résolution : Il est proposé par L. Perrin et appuyé par A. Picotte que l'ordre du jour soit établi comme suit :

1. Avis juridique sur le règlement 5.3
 - Résolutions présentées par C. Therrien
2. Plainte de C. Therrien
3. Échéance d'examen des plaintes par le sous-comité
4. Avis juridique sur la réduction du salaire du président

C. Card fait un rappel au règlement afin de clarifier si des points additionnels peuvent être autorisés lors d'une réunion spéciale; selon sa compréhension des choses, seules les questions pour lesquelles une réunion spéciale est convoquée peuvent y être discutées. Les autres membres sont d'accord sur ce point. Par conséquent,

Résolution : Il est proposé par M. Korol et appuyé par B. McVicar que les points 2 et 3 soient supprimés.

Pour = 8, contre = 3, abstentions = 1. **Résolution adoptée.**

Résolution : Il est proposé par L. Perrin et appuyé par C. Card que l'ordre du jour soit adopté avec modifications.

Pour = 9, contre = 0, abstentions = 3. **Résolution adoptée.**

Avis juridique sur le règlement 5.3

C. Danik présente un résumé de l'avis.

Résolution : Il est proposé par C. Card et appuyé par M. Korol que le Conseil exécutif national appuie l'avis juridique et procède en conséquence.

Pour = 10, contre = 0, abstentions = 2. **Résolution adoptée.**

C. Lakaski mentionne que les plaignants devraient peut-être également s'absenter des réunions à l'avenir.

Résolution : Il est proposé par L. Perrin que les plaignants s'absentent des réunions où les plaintes sont traitées.

La résolution fait l'objet d'une discussion dans laquelle il est mentionné que si les membres estiment qu'ils sont dans une situation de conflit d'intérêts qu'ils peuvent à tout moment être priés de s'absenter. En conséquence, L. Perrin **retire** sa résolution.

Résolutions

C. Therrien présente les résolutions suivantes :

Résolution : Afin de corriger l'erreur au règlement 5.3, remplacer « article 3 » par « article 9 ».

Résolution : Afin de décider du statut du président de l'ACEP conformément au paragraphe 5.3 des Règlements et à la mention qui y est faite de l'article 3 [sic] 9 des Statuts :

Attendu que ce serait un conflit d'intérêts manifeste pour José Aggrey d'agir à titre de président afin d' « interpréter les Statuts » conformément au paragraphe 9.3 auquel renvoie le règlement 5.3 qui cite l'article 3 [sic] 9 des Statuts, les membres réunis du Conseil exécutif national délèguent ou assument eux-mêmes la responsabilité d'interpréter le sens des Règlements et des Statuts, et en

conséquence le statut du poste de président de l'Association canadienne des employés professionnels (ACEP).

Résolution : Les membres réunis du Conseil exécutif national décident que José Aggrey a cessé d'assumer ses fonctions de président de l'Association canadienne des employés professionnels (ACEP) en prononçant les mots « je renonce à la présidence » et conformément au règlement 5.3 et à la mention corrigée de l'article 9 dans la totalité des Statuts; et cette cessation continue par la suite à compter de la création du sous-comité d'enquête mis sur pied pour enquêter sur les activités relatives aux plaintes déposées par Carl Lakaski et Anna Sipos contre José Aggrey, sous-comité qui a été créé à ou vers 22 h le 14 novembre 2007 lors de la réunion du Conseil exécutif national tenue à la salle de conférence du bureau national, et en conséquence tous les pouvoirs du président énoncés à l'article 9 font l'objet de délégation.

Résolution : Nous, les membres réunis du Conseil exécutif national (CEN), déléguons toutes les fonctions et tous les pouvoirs attribués au poste du président national par les Statuts et Règlements de l'Association canadienne des employés professionnels ou conférés par toutes autres sources juridiques et pertinentes à _____.

Il est noté que la première résolution traite de la modification des Règlements et que ce n'est pas la procédure à suivre.

Après considération, C. Therrien **retire** toutes les résolutions ci-dessus, car elles ont été présentées en un tout.

Avis juridique sur la réduction du salaire du président

C. Danik présente un résumé de l'avis juridique et explique le calendrier que doit suivre le Conseil exécutif national pour proposer une modification du salaire du président.

Résolution : Il est proposé par C. Card et appuyé par A. Picotte d'accepter l'avis juridique.

Pour = 12, contre = 0, abstentions = 1. **Résolution adoptée.**

Levée de la séance

Résolution : Il est proposé par B. McVicar et appuyé par S. Spak de lever la séance à 20 h 06. **Résolution adoptée à l'unanimité.**